

LA CURÉE

TDV
Kütüphanesi Arşivi
No HHP. 326-1

Faut-il s'émouvoir des innombrables petites nouvelles plus ou moins tendancieuses, mensongères ou irréfléchies qui semblent *aggraver la situation extérieure* ? Nous estimons plutôt que chaque jour gagné est un bénéfice pour la paix. On ne se bat pas pour le plaisir de se battre, et les incidents spontanés, les coups de tête, quand ils ne sont pas exploités par une volonté résolue, quand ils ne servent pas un plan arrêté d'avance, tombent aisément dans l'indifférence et le vide.

En mettant au pire la portée du malentendu et l'opposition des puissances européennes entre elles, il faut toujours poser deux questions sérieuses : *Y a-t-il injure ? S'il y a injure, est-on prêt à la relever ?*

En Autriche, le souverain a pris en mains personnelles l'affaire des Balkans, voulant régler l'avenir de la Bosnie et de l'Herzégovine avant sa mort pour en éviter les responsabilités à son héritier ; maintenant qu'il tient, non sans ruse, ce que sa politique pouvait légitimement espérer, son gouvernement s'applique à détendre les colères et à calmer les susceptibilités. Il reconnaît d'ailleurs que la Turquie le trouvera avec elle pour certaines compensations. La Bulgarie, de son côté, s'apprête à négocier l'indemnité pécuniaire qu'elle doit à son ancien suzerain. Ainsi, de plus en plus s'éteignent les sujets d'excitation et les motifs d'intervention. Il y a donc à peine lieu de parler d'une *injure*.

Maintenant, ce minimum d'injure n'irrite qu'à moitié : personne n'est vraiment désireux d'y répondre par la violence. Ni la Russie ni la France ne songent à une guerre : l'Angleterre est perplexe même sur la question de la conférence que ses amis demandent assez légèrement et dont elle redoute l'extension indéfinie. Tout pourrait se liquider à Saint-Pétersbourg par la disgrâce de M. Iswolski, qui s'est fait prendre deux fois de suite en flagrant délit de maladresse ou d'incapacité, qui n'est à la hauteur ni de ses devoirs ni de la Russie. A Paris, s'il y avait enfin dans la Chambre un sentiment exact de nos intérêts et de notre dignité, Clemenceau n'aurait qu'à se retirer, à s'effondrer. Car la débâcle de ses prévisions et de ses combinaisons est complète. Quant aux Anglais intelligents et perspicaces, ils savent assez mauvais gré à leur roi de ses initiatives hasardeuses et ils ont plutôt envie de limiter ses incursions hardies sur le terrain du ministère responsable, au nom duquel il gouverne trop. La gaffe a des limites, même quand elle porte couronne.

Il est donc probable que toute cette crise se terminera à loisir, dans le silence relatif des affaires intérieures de chaque pays, par des sanctions et des règlements de compte en famille, par le châtement sévère des hommes qui se sont attiré une si mauvaise histoire. En tout cas, l'insuccès calmera quelques agités prétentieux et turbulents qui ont lancé la chasse des Balkans. Le bruit

n'en est d'ailleurs pas près de finir : car tous les appétits se sont déchaînés. Les petits surtout crient comme des sourds, et s'il fallait écouter leurs réclamations illimitées, nous commencerions bientôt la curée de la Turquie. Cela aussi rendra service aux Jeunes-Turcs, un peu trop idéalistes : les voilà renseignés sur les affections étranges dont l'Empire ottoman est entouré : chacun l'aime, mais pour en manger, et toujours le plus gros morceau possible.

Le délire des Serbes, qui se démènent sottement entre l'Autriche, la Bulgarie et la Roumanie, qui sont cernés et impuissants, n'aura probablement pas de conséquences tragiques ; mais s'ils commettaient la folie d'une offensive en masse, ce ne serait encore qu'un conflit très localisé et sans issue. Quand la tempête mollira, on sera bien obligé de trouver une formule d'accord momentané. Elle ne supprimera pas les antagonismes impérialistes, mais remettrait à une époque indéterminée l'explosion. Aujourd'hui, la partie n'est pas jouable, parce que ceux qui se plaignent et se déclarent lésés ne sont pas en mesure d'en tirer satisfaction ou vengeance.

Pour nous, Français, l'essentiel est de ne pas nous livrer à des effusions et à des conjurations d'ordre belliqueux, sans profit ni raison. Si nous avons voix au chapitre des arrangements futurs, gardons à la rigueur les *mains nettes* comme au Congrès de Berlin : il serait pourtant préférable de n'avoir pas les *mains vides* ; il serait encore plus fâcheux de nous dépouiller par un comble de générosité ou d'ineptie.

Le *Petit Parisien*, qui fréquente chez M. Pichon, écrivait hier, à propos des revendications de la Porte :

Des compensations pourraient résulter d'une garantie internationale assurée à la Turquie, mais aussi et surtout d'une atténuation ou d'une suppression de certaines servitudes historiques qui pèsent sur elle ; en d'autres termes, le régime des capitulations qui ont été imposées jadis aux sultans et qui plaçaient les Européens résidant dans l'empire hors de la juridiction de cet empire, serait notablement révisé.

Si nous savons lire entre les lignes cette information que nous craignons de savoir autorisée, nos francs-maçons au pouvoir méditent de renoncer au *protectorat catholique* de l'Orient, heureux que les Turcs le suppriment pour toujours. Alors, une de nos dernières *réserves d'influence*, la plus belle et la plus riche dans le bassin méditerranéen, disparaîtrait. Nous aimons les Jeunes-Turcs, mais moins que Clemenceau, qui, pour cadeau de joyeux avènement, leur offre déjà l'abandon de notre action religieuse ; or, elle est là-bas synonyme pour nous d'action nationale. Nous serions ainsi le seul peuple appelé à faire un sacrifice *international* sur l'autel de la paix. Ce n'est pas la peine de pratiquer la politique alarmiste pour aboutir à cette suprême avanie, à cette scandaleuse déchéance !

Ernest Judet.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi

M

No HHP.3263

No

2458

Adr. Télégrap.
COUPURES PARIS

»»»
TÉLÉPHONE
101.50

»»»
ASCENSEUR

»»»
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE — PARIS

FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Avis important. — Nos abonnés, littérateurs, poètes, publicistes, seront inscrits gratuitement dans :
L'Annuaire de la Littérature et de la Poésie
qui paraîtra le 1^{er} Novembre 1908 (Voir au verso).

282

Tarif réduit,
d'avance, sa
de temps li

Journal : SOLEIL
Date : 8 OCT. 08
Adresse : 112, rue Richelieu, Paris
Signé :

La réforme de la gendarmerie macédonienne

Constantinople, 5 octobre.

M. Sinoview, ambassadeur de Russie, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, a remis à la Porte une note collective déclarant que les puissances, pour des motifs que la Porte appréciera, ont l'intention d'envoyer en congé pour un temps illimité les officiers chargés de la réorganisation de la gendarmerie macédonienne. Ces officiers, dans les circonstances actuelles, ne sauraient être employés de façon utile comme instructeurs ou contrôleurs ; mais comme lesdits officiers sont liés par contrat, on désire savoir si la Porte a quelque objection à formuler contre cette décision.

Dans le cas où le gouvernement ottoman accepterait la proposition, il ne resterait plus qu'à régler la question des indemnités à accorder aux officiers ainsi licenciés.

Ce dernier paragraphe a été ajouté à la note surtout à la demande de l'Angleterre, dont les officiers se trouveraient, par suite, hors cadres.

Journal : Date : Adresse : 49, Avenue de l'Opéra, Paris Signé :

OUTLOOK DARK IN NEAR EAST.

Prince of Bulgaria Will Declare To-Day that His Principality Is an Independent State.

PROVINCES FOR AUSTRIA.

Emperor Franz Josef is Preparing to Add Bosnia and Herzegovina to His Dominions.

News of the greatest importance has been received regarding the situation in the Near East. It now seems certain that the proclamation of Bulgarian independence is but a matter of hours, and the question arises what will Turkey do?

It is only a few days ago that the HERRAZ's correspondent in Constantinople sent the news that the Grand Vizier, Kiamil Pasha, had declared—

"If Bulgaria should proclaim its independence war would be inevitable, for despite the efforts of the Government it would be impossible to restrain the army."

Details of the situation are given by the "Petit Parisien," which points out that the Oriental question has been reopened almost without warning.

An autograph letter from the Emperor Franz Josef, which was presented to the President of the French Republic on Saturday evening, announces the annexation of Bosnia and Herzegovina to his dominions, with provision for the restitution of the province of Novi-Bazar to the Porte. On the other hand, Prince Ferdinand of Bulgaria is about to announce his assumption of the title of Tsar of the Bulgarians—which style covers Eastern Roumelia—at the same time renouncing all bonds of vassalage to Turkey.

This serious step will be taken to-day in the ancient capital of Timova, at the same time as Emperor Franz Josef will be altering the destinies of Bosnia and Herzegovina in Vienna. "Petit Parisien," these two acts in preparation mark a new political move by Austria-Hungary against Russia, and therein lies in a measure the gravity of the situation. No matter what peaceful declarations Emperor Franz Josef may have made to the Powers, he nevertheless now risks entering a general conflagration; for Bulgaria would never have dared under existing circumstances to proclaim her independence if Europe still remained united in counselling moderation.

ANNEXATION OF BOSNIA TO BE ANNOUNCED THURSDAY.
Formal Declaration To Be Made to Delegations in Budapest.
VIENNA, Sunday.—I learn from an authorized Austro-Hungarian source that Austria-Hungary is about to declare definitely the situation of Bosnia and Herzegovina vis-a-vis herself, so as to avoid all misunderstanding impossible in the future.
With this in view, categorical declarations will be made to the Delegations, which begin their sittings at Budapest on Thursday. The Government will affirm that the occupation of the two provinces, which has hitherto been only temporary, will be permanent and irrevocable. The tenor of these declarations has been communicated to the Signatory Powers of the Treaty of Berlin and has nowhere met with any opposition.

In Austro-Hungarian official circles the conviction therefore prevails that whether the final occupation or annexation will lead to complications of any kind. They deny all rumors concerning the augmentation of the annual contingent of recruits and any intention to mobilize the military forces.

If, however, by any chance complications should ensue the Delegations will be convoked later in extraordinary session and they will be asked to vote the necessary appropriations. — Petit Parisien.

TURKEY SEEKS TO AVOID EXTREMES IN BULGARIA.

Unless Independence Issue Is Forced Railroad Will Not Cause Trouble.

(SPECIAL TO THE HERALD.)
BERLIN, Sunday.—Osman Ferid Pasha, the newly-appointed Turkish Ambassador in Berlin, has taken the earliest opportunity after his arrival to emphasize the fact that his country has not the slightest wish in such matters to the extremes in the matter of the Eastern Roumelian railroad question. So long as Bulgaria does not force the independence issue, Turkey will not boil over concerning the railroad.

It is the commercial side of the question, which concerns Germany more than any other country, that takes precedence here before all others. The claims of the Dresden and Danzig banks stand as prominent factors. These institutions supplied the entire capital of 50,000,000 marks and for years the bonds have been freely negotiated in all German financial centres. Herr Karl Schrader, a member of the Reichstag, is the vice-president.

Much speculation has taken place of late in connection with these bonds. The value of the road has been developed and the freight carried has risen to 800,000 tons, while the number of passengers has increased from 282,000 to 512,000.

The "Sudetische Reichskorrespondent," which is officially inspired, gives the Foreign Office view as follows: "The attitude of Bulgaria, in addition to violating the rights of nations, is a blow against the possibility of success of the Young Turk reform movement. Therefore the Powers must intervene because an appeal to arms would be fatal to the Young Turk aspirations."

Such an appeal to the Powers has already been made, but the Russian proposition that the matter should be referred to the diplomatic representatives



BULGARIAN PEASANTS DRILLING WITH PITCHFORKS NEAR THE TURKISH FRONTIER.

of the Great Powers in Constantinople is opposed by the nations forming the triple Alliance, which ask for a special conference in another capital.

Austria Watches Situation.
VIENNA, Sunday.—Public opinion is stirred with the possibility of a war between Turkey and Bulgaria. On the one hand the complete annexation of Bosnia is thought probable, and again some consider that the province will be evacuated. The declaration by Bulgaria of her independence is expected every moment. Among the newspapers the "Nouvelles Presse" argues that use of the term occupant in the Treaty of Berlin implies annexation.

Russia Agrees with Austria.
St. PETERSBURG, Sunday.—It may be considered as certain that the new phase of the Balkan situation finds Russia in line with Austria.

Italy Supports Austria.
ROME, Sunday.—While the intentions of Austria regarding the Bulgarian question are not as yet defined, it is practically certain that Italy is in accord with her on the question.

Britain Seeks Compromise.
BY THE HERALD'S SPECIAL WRITER.
LONDON, Monday.—With regard to the question of the Orient Railway, the British Government, Reuters' Agency learns, has made proposals to the Turkish and Bulgarian Governments with a view to a settlement. The Turkish Government readily agreed that in the event of the railway being temporarily restored to the company it would consent to the lease being transferred from the company to the Bulgarian Government, the rights of the Porte being duly safeguarded.

The British Government has urged the Powers signatory of the Treaty of Berlin to recommend this solution to the Sultan Government with a view to a return to the normal state of affairs. It is understood that the great Powers have agreed to act accordingly.

AUSTRIAN INTERESTS FORM FACTOR IN BALKAN DISPUTE.
Complications May Arise in Connection with Bosnia and Herzegovina.

An outbreak of active trouble between Bulgaria and Turkey would imply, almost necessarily, the acquiescence of Austria in the aspirations of the former, and would also lead to the reopening of the question of Bosnia and Herzegovina, the two Turkish provinces under Austrian rule the complete annexation of which is undoubtedly desired in Vienna. It is therefore of interest to recall the terms of the Treaty of Berlin covering the two cases.

"Article 13.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

"Article 14.—A province is formed in the South of the Balkans to be called Eastern Roumelia, placed under the direct political and military control of H. I. M. the Sultan of Turkey, with administrative autonomy. The province will have generally a Christian government, and the people, and in September, 1885, this feeling culminated in his expulsion from Philippopolis, when the Nationalists proclaimed a union with Bulgaria. It was only in 1886, however, that Prince Ferdinand was recognized by the Powers as Imperial Ottoman Governor-General of Eastern Roumelia, Field-Marshal of the Turkish army and General-Admiral of the Sublime Porte with the assent of the Powers.

AMERICAN EDITORIAL OPINION
Public Service Has Come to Be the Better Part of the Modern Newspaper's Career.

The New York Herald says: "Decent, law-abiding people would hardly have the privilege of existing here if it were not for the newspapers." In this wise "West 124th Street," in the column of letters from HERALD readers, sums up a rather severe judgment on the lawlessness of New York.

"Whether we agree or disagree with the other comments of the writer on the noise evil, there can be no gainsaying the large influence of the press in mitigating the disagreeable conditions inseparable from the massing of people on Manhattan Island and neighborhood. Public service of this sort, in which the HERALD has taken a leading part, might seem strange to the old-time journalists steeped in party politics, but it is the distinctly better part of modern newspaper activities.

Fighting the Plague.
War on rats is advocated as an important factor in fighting the bubonic plague. Breeders and Distributors.
Providence "Journal": "The rat, so it has been determined in communities which have suffered from the bubonic plague, are both breeders and distributors. The task of prevention is thus reduced to killing off the rats."
Spread by Rats.
Omaha "Ree": "The best medical authorities agree that the disease is most commonly spread by rats that are carried from plague infested countries in ships' holds and soon spread the contamination through the rats that thrive in the sewers, along the wharves and in the warehouses in the shipping centres."

and Herzegovina will be occupied by Austria-Hungary.

"As the Austro-Hungarian Government does not wish to undertake the administration of the province of Novi-Bazar, lying between Serbia and Montenegro, towards the south-east, extending beyond Mitrovitza, the Ottoman Government will continue to rule there. Nevertheless in order to safeguard the new political regime as well as the freedom and safety of the means of communication, Austria-Hungary reserves the right to garrison the province and to maintain military and commercial roads throughout this portion of the former vilayets of Bosnia.

"To this effect the Governments of Austria-Hungary and Turkey will come to a mutual agreement as to details."
In 1879 Austria signed a treaty with Turkey regarding the province of Novi-Bazar, whereby it was to be occupied by Austrian troops without, however, interfering with the Turkish administration clauses providing for the freedom of religion and the exclusive use of the revenues of the provinces of Bosnia and Herzegovina for local purposes.

TURKEY FINDS HER INFANT CONSTITUTION FRACTIOUS.

Discontent Is Created by Restrictions on Election Candidate.

(FROM THE HERALD'S CORRESPONDENT.)
CONSTANTINOPLE, Tuesday.—At the Ministerial Council, presided over this morning by Kiamil Pasha, the Grand Vizier, two important decisions regarding the elections were taken which will surely cause great discontent in the Turkish military party and among the Greek electors.

By the first decision every soldier, of no matter what rank, who intends to stand as a candidate for the future Parliament will be obliged to give in his resignation beforehand.

The second decision stipulates that no Deputy can be elected outside the vilayet in which he resides and requires him to know Turkish, which is the official language of the Parliament. The Occasional Patriarchate, which has been informed of this restriction, is greatly embarrassed, for among the Greek candidates capable of election there are very few who know Turkish. It will therefore be obliged to send to Parliament representatives of little importance.

An unexpected change of opinion has just taken place in regard to Hily Pasha, the Inspector-General in Macedonia. The local press in general has particularly the "Nis Halket" of the organ of the Young Turks in Salonika, demand his recall, since, they maintain, the civil agents are no longer doing anything and the officers of the gendarmerie have all gone on unlimited leave in their own countries. In these conditions it is held there are reasons to consider that the post of Inspector General is suppressed fact.

Moreover, Hily Pasha is reproached with having taken the fact that the energy which he has given to whom he has given the best offices, despite their incapacity. In an attempt to make it so that no appreciable benefit for the country has been obtained from his seven years' tenure of the post, that the energy which he displayed has given entirely negative results and that he always showed ill-will in executing the orders he received from the shores of the Bosphorus.

It is expected that Hily Pasha will resign before long.
The "Iddam" the principal organ of the Union and Progress Committee, today publishes a leading article which has greatly excited many officials at the Ministries. It is stated in this article that the inertia of the present employees at the Ministries surpasses the indifference exhibited previously in furthering the business of the State and that the nation is unwilling any longer to feed idle and incapable officials. At the same time it suggests to the Ministers that it is urgent to regulate the work of the officials by rigorously enforcing discipline among all.

TDV ISAM Kütüphanesi Arşivi No HHP3264

M
Ad. Tillier
COUPURES PARIS
30c
TELEPHONE
101.50
30c
ARSENEL
30c
Fondé en 1859
30c

No 2575

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUTS SUJETS ET PERSONALITÉS

Advs Importants — Nos journaux, hebdomadaires, mensuels, trimestriels, annuels, sont acceptés par les bibliothèques de la Littérature et de la Presse qui paraissent le 27 Novembre 1908 (voir au verso).

Journal : **LA PETITE REPUBLIQUE**
Date : / 0 2 OCT 09
Adresse :
Signé : **111, Rue Réaumur, PARIS**

VERS LA CONFERENCE Comment sera remanié le Traité de Berlin

COMBINAISONS NEGOCIATIONS

Le traité de Berlin s'en va aujourd'hui en lambeaux, déchiqueté par les principes intéressés et à la vérité on ne peut s'étonner que d'une chose, c'est qu'il ait pu durer aussi longtemps.

Comme presque tous les grands traités internationaux, c'était éminemment ce qu'on appelle une cote mal taillée. Il ne donnait satisfaction complète à personne pas même à l'Autriche, qui seule obtenait cependant des satisfactions territoriales importantes. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine y était qualifiée de provisoire et ne pouvait cependant avoir de valeur que si à un moment donné ce provisoire devenait définitif.

Comme on sait, le traité était surtout dirigé contre la Russie et son objet principal était de ravir à cette puissance les fruits de ses victoires sur les Turcs. L'indépendance de la Bulgarie, le projet panslave, par l'inclusion de l'Autriche jusqu'en Macédoine ; ruiné le grand Etat bulgare qui d'après le premier traité de San-Stefano devait être libre du Danube à la mer Egée.

On sait que la Bulgarie a pris à plusieurs reprises sa revanche, une revanche partielle, notamment en 1885 par le rattachement de la Roumélie. Malgré tout, elle n'aurait osé prendre l'initiative des incidents actuels, si elle n'avait senti derrière elle un puissant appui. Il n'est que trop évident que la notification simultanée de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et de l'indépendance bulgare survenant après la main-mise de l'Etat bulgare sur les chemins de fer rouméliotes annonce entre la Bulgarie et l'Autriche une partie liée, avec l'approbation tacite de plusieurs grandes puissances, mettons la Russie et l'Allemagne. Il serait invraisemblable qu'avant de se livrer à un acte aussi grave que la dénonciation d'un article du traité de Berlin, l'empereur François-Joseph ne se fût pas assuré l'appui ou la neutralité favorable de l'Allemagne et de la Russie, en même temps qu'il trouvait dans la Bulgarie le « soldat » prêt à marcher pour la réalisation de son plan. Le projet, excellent, tracé de main de maître, avec toutes les garanties possibles, est né manifestement à la suite de l'événement au pouvoir du parti jeune-turc, qui ne parlait de rien moins que de régénérer complètement la Turquie et de ne laisser périr aucun de ses droits historiques, menaçant ainsi tous ceux dont les plus n'étaient fondés que sur la dissolution de ces droits.

Donnant, donnant. Il semble bien qu'en échange de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, M. Isvolsky ait obtenu l'adhésion de l'Autriche à l'abolition de la disposition qui interdisait à la flotte russe le passage des Dardanelles, plus l'abrogation de l'article 29 du traité de Berlin, humiliant pour le Monténégro, pays auquel la Russie et l'Italie s'intéressent, comme on sait, vivement. D'après cet article, « le Monténégro ne pourra avoir ni pavillon, ni bâtiment de guerre. Le port d'Antivari et les eaux territoriales du Monténégro resteront fermés aux bâtiments de guerre de toutes les nations ; les fortifications seront rasées ; la police maritime et sanitaire sera exercée par l'Autriche-Hongrie. »

Ces dispositions seraient purement et simplement abrogées.

Il est donc assez clair que le « coup marchand » austro-bulgare s'est assuré à l'avance, par des concessions ou des négociations d'ordre divers, l'appui ou la neutralité de la Russie et de l'Italie, — celui de l'Allemagne lui étant acquis à l'avance. Quant à la France, l'Autriche escomptait sa neutralité favorable, en donnant en échange une approbation complète à la dernière note franco-espagnole sur les affaires marocaines.

L'Angleterre seule paraît avoir été laissée un peu à l'écart de ces combinaisons faites, sans doute, de compensations à offrir, et c'est ce qui a motivé, sans doute, le tollé que l'on sait. C'est une question de prestige pour la grandeur britannique de ne laisser transgresser aucun des traités qu'elle a signés. Dans un autre sens aussi, le parti libéral anglais, pas plus que les radicaux français, ne pouvait laisser sans appui le parti jeune-turc à ses débuts en présence d'aussi grosses difficultés extérieures. C'est dans ces conditions que la Turquie, sagement conseillée, a fait appel à l'Europe et demandé la réunion d'une conférence. La France, l'Angleterre et la Russie, que l'Italie doit suivre, soutiennent cette manière de voir. Il ne pourra être fait de modifications au traité de Berlin sans l'assentiment des puissances contractantes, ont déclaré à Constantinople les trois ambassadeurs anglais, français et russe.

La question en est là. La conférence sera vraisemblablement adoptée par l'Allemagne, qui n'a pas d'objection sérieuse à faire, et aussi par l'Autriche. Il ne restera qu'à trouver une formule pour qualifier l'annexion de la Bosnie-Herzégovine sans porter trop manifestement atteinte à l'intégrité de l'empire turc. Ce sont là des nuances dans lesquelles les diplomates excellent. Il faut s'attendre à de longues négociations pour l'élaboration du programme de la conférence. Les trois vœux

sur lesquels on s'entendra seront ensuite fort vraisemblablement la suppression ou la modification de l'article 29, relatif au Monténégro, l'abrogation de la défense faite à la Russie de faire franchir les Dardanelles à ses navires de guerre, l'Angleterre étant prête à lever à cet égard l'opposition qu'elle avait faite jusqu'ici, la reconnaissance de l'indépendance bulgare et le droit accordé à la Bulgarie de « capitaliser le tribut de la Roumélie », c'est-à-dire de s'acquitter en une fois, par le versement d'une somme à débattre, du tribut annuel jusqu'ici payé par les Rouméliotes au sultan.

Restent les Serbes, indignés par l'annexion de leurs frères de Bosnie. Militairement, ils ne sont pas très à craindre, mais il n'est pas impossible qu'en raison de leur état d'excitation, quelques hostilités ne soient dirigées par eux contre l'Autriche. Une satisfaction pourrait leur être donnée du côté du sandjak de Novi-Bazar, que les Autrichiens abandonnent, parce qu'ils le considèrent comme une véritable source de discordance entre le Monténégro et la Serbie — opinion que partagent aussi, vraisemblablement, les militaires turcs.

Bref, l'entente européenne pour le remaniement du traité de Berlin apparaît, dès aujourd'hui, comme possible et comme probable. Il ne reste à craindre que les exaspérations des Balkans. Il faudra contenir les Bulgares et les Serbes, les Albanais aussi, qui menacent de se soulever contre le gouvernement jeune-turc. Les Bulgares peuvent être tentés de profiter des événements pour réaliser leur grand rêve national, l'annexion de la Macédoine — et les gouvernements, on le sait, ne réussissent pas toujours à maintenir dans les limites de la raison les populations emballées.

Mais quoi qu'il advienne, les conflits resteront strictement localisés, et fort vraisemblablement, l'unanimité pacifique de l'Europe étendra vite les incendies qui pourraient éclater.

PAUL BALLAGUY.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-b

No. 256

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPONS DE SOUVENIRS ET DE REVUES
SUR TOUTS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal : **L'ECLAIR**
Date : **10 OCT.**
Adresse : **10, Faubourg Montmartre, PARIS**
Signé :

TOVISAM
Kütlüphanesi Arşivi
No HHP.326-7

AVIS IMPRIMENTAIRE. — Nos abonnés, instituteurs, écoles, bibliothèques, sont priés de nous adresser, au plus tôt, l'annuaire de l'année 1908 (voir au verso).

LES TARTARINS DES BALKANS

La Serbie et le Monténégro s'agitent ridiculement

De laborieuses négociations diplomatiques sont engagées entre les grandes puissances pour arriver à un règlement général de la question d'Orient. Les acteurs du drame rapide qui s'est joué dans les Balkans : Bulgarie, Autriche, Turquie, Grèce attendent la décision des autres puissances signataires du traité de Berlin. Le formidable poids de la Triplice et de l'entente franco-anglo-russe charge la balance.

Pendant ce temps, on entend un grand bruit de sabres et de bottes dans la Péninsule des Balkans : beaucoup de bruit pour rien, encore une fois, car ce sont la Serbie et le Monténégro qui s'agitent. Le principal de la Montagne-Noire a promis son appui au roi assassin contre l'Autriche-Hongrie. Et si se trouve des gens assez dévoués pour se demander si les Serbes feront la guerre.

L'Allemagne et l'Angleterre elle-même ont chargé leurs représentants à Belgrade de prier la Serbie de s'abstenir de cette tragédie. Les Serbes ont été battus par la Turquie en 1876, et par la Bulgarie en 1885, ils ne peuvent se passer de se faire battre par l'Autriche-Hongrie en 1908. Les dernières dépêches semblent du reste prouver que cette vérité leur est apparue.

Du reste, s'ils voulaient cependant se passer cette fantaisie, la situation diplomatique est assez nette pour que la gaitelle qui pourrait faire les bandes serbes et monténégrines n'entraîne aucune grave complication. On peut donc attendre ce toute tranquillité les événements.

Pas de guerre

Tout danger serait écarté si la situation était exactement résumée par la dépêche suivante :

VIENNE, 9 octobre. — Le ministre de Serbie à Vienne, M. Simich, interviewé par la Neue Freie Presse, a déclaré que tous les bruits relatifs à l'intention de la Serbie de faire la guerre sont inexacts.

La surexcitation en Serbie est certainement grande, mais aucun homme avisé en Serbie ne songe à une guerre avec l'Autriche-Hongrie.

L'Autriche-Hongrie s'impatiente

Il semble que toute l'agitation serbe commence à impatienter l'Autriche qui serait disposée à mettre au pied du mur le gouvernement de Belgrade.

Une dépêche de Budapest indique que les uns des mesures de prudence austro-hongroises.

BUDAPEST, 9 octobre. — D'après les nouvelles parvenues à Budapest, les réserves serbes auraient été convoquées pour le 11 octobre. On prendrait également des mesures pour organiser des bandes.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement austro-hongrois a ordonné de garder les ponts et les routes aboutissant à la frontière bosniaque.

Enfin l'Autriche-Hongrie vient de recevoir cavalièrement une protestation serbe :

VIENNE, 9 octobre. — Le ministre de Serbie à Vienne a été chargé par le gouvernement serbe de remettre au ministre austro-hongrois des affaires étrangères une protestation contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à la monarchie.

Cette protestation ne pas été reçue, car on ne reconnaît pas à Vienne, au gouvernement serbe, le droit de prendre une attitude à l'égard de cette question par la voie diplomatique.

Le Monténégro proteste

Comme la Serbie, le Monténégro croit devoir protester — lui en utilisant la situation actuelle pour obtenir des compensations que lui assurent d'ailleurs l'appui de la triplice et l'Italie.

Le prince Nicolas II de Monténégro a publié dans le Journal officiel du Monténégro une proclamation à son peuple dont voici le résumé :

Le prince Nicolas exprime sa douleur de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à la couronne des Habsbourg ; il exhorte les Monténégrins à rapporter, à leurs cours du sien sous le coup terrible porté au sein même du Serbisme, en Bosnie et Herzégovine.

Les couleurs noires et jaunes de la ligette de démarcation qu'on vient de planter sur une frontière ; ne formons-nous pas le même corps, la même âme ? Ces couleurs seront, au contraire, le symbole de l'injustice et nous fortifieront davantage dans l'espoir de la victoire finale de la justice.

Les Monténégrins doivent conserver toujours, aussi forte que les rochers qui les ont vus naître, l'espérance en l'avenir.

La malheureuse situation actuelle des pays serbes n'est que passagère ; et puis, qu'aujourd'hui les stipulations du traité de Berlin sont toutes aux pieds, spécialement par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, celles de l'article 29 se référant au littoral monténégrin s'annulent de ce fait même et n'ont plus aucune valeur pour le Monténégro. Le prince Nicolas est persuadé que les grandes puissances approuveront sa manière d'agir, et il fait appel à ses braves Monténégrins de le soutenir comme par le passé.

Envoi de navires anglais en Crète

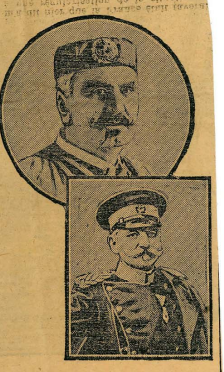
MALTE, 9 octobre. — La flotte anglaise de la Méditerranée vient de partir pour la Crète.

L'escadre anglaise, qui se rend dans la mer Egée, se compose de quatre cuirassés, quatre croiseurs et quatre contre-torpilleurs, sous le commandement du vice-amiral Louis de Balthazar.

LE FOUR DE M. ISVOLSKI

La presse russe elle-même désapprouve sa politique et son projet de conférence

SAINTE-PÉTERSBOURG, 9 octobre. — Commentant les déclarations de M. Isvolski à un journal français, la Novost Vremia estime que le point de vue du ministre au sujet d'une compensation est faux et puérile. Ce journal pense que M. Isvolski devrait, au lieu de soulever la question des Dardanelles, dont le libre passage n'importe qu'en cas d'une guerre navale que



LE PRINCE NICOLAS DE MONTENEGRO LE ROI PIERRE DE SERBIE

La Russie ne pourra faire avant de longues années, chercher des compensations dans un domaine où les intérêts de la Russie sont réellement compromis, à savoir, les Etats balkaniques. La Russie devrait faciliter la réalisation des aspirations de solidarité de ces Etats, solidarité que les Allemands redoutent et sachent empêcher.

Le plupart des journaux, tout en reconnaissant la nécessité théorique d'une conférence, la désapprouvent car ils estiment qu'elle n'arrivera à aucune résolution pratique. Les journaux ajoutent qu'un acte si important que le traité de Berlin, qui comporte tant d'intérêts opposés, provoquera inévitablement de nouvelles prétentions imprévues et des complications difficiles à résoudre.

La Gazette de la Bourse croit que la Russie ferait mieux de faire valoir immédiatement l'influence politique du groupe russo-franco-anglais au lieu de pousser à la convocation d'une conférence.

Pourquoi M. Isvolski s'est tu

On télégraphie de Londres au Temps : Dans la Cité, on attribue le silence de M. Isvolski, en ne prévenant pas la France et l'Angleterre des communications autrichiennes, à son désir de ne pas contraindre l'emprunt d'un milliard qui, devant être lancé tel que l'œuvre-ci. Naturellement, le lancement de cet emprunt est ajourné.

Il ne s'en ira pas de lui-même

SAINTE-PÉTERSBOURG, 9 octobre. — On dément absolument l'annonce de fondement la nouvelle répandue à l'étranger d'après laquelle M. Isvolski, ministre des affaires étrangères, aurait donné sa démission.

Une note anglo-franco-russe

CONSTANTINOPLE, 9 octobre. — Les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie ont chargé leurs ambassadeurs à Constantinople de faire savoir à la Porte le même jour et chacun de son côté, que leurs gouvernements estiment que toute modification apportée au traité de Berlin nécessite l'assentiment de toutes les puissances contractantes.

On s'attend à ce que l'Italie fasse la même démarche.

L'Italie est conciliante

ROME, 9 octobre. — Dans son discours, M. Tittoni faisant allusion, à propos des événements d'Orient, aux articles du traité de Berlin qui, selon lui, sont devenus des fictons diplomatiques lorsqu'ils ne répondent plus à la réalité de la situation, indiquait déjà clairement que le gouvernement italien considérait la solution donnée à la question de la Bosnie et de l'Herzégovine comme un événement fatal et inévitable.

Des renseignements puisés à bonne source confirment que l'Italie ne créera, pas d'obstacles à l'Autriche, se bornant à demander la libération du port d'Antivari de la tutelle autrichienne.

Dans le cas où le cabinet de Vienne céderait sur ce point, l'Italie s'emploierait à trouver une formule conciliante et qui donne satisfaction à toutes les puissances signataires du traité de Berlin.

Les intentions de l'Autriche-Hongrie

Le correspondant du Standard à Paris a interviewé l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie dans cette ville.

Il semblerait dit l'ambassadeur qu'un mal compris ce que j'ai dit à un rédacteur d'un journal parisien. Mon gouvernement n'a jamais refusé de prendre part à un Congrès ou à une Conférence ; il ne pose aucune condition à sa participation.

Il y a quatre jours, M. Isvolski m'a fait part de son idée d'une conférence ; j'ai répondu qu'avant de recevoir une proposition quelconque dans ce sens, je demanderais à être renseigné sur deux points ; premièrement l'objet de la conférence ; secondement, le lieu où l'on proposerait de la tenir.

M. Isvolski m'a répondu que, d'une façon générale, l'objet de la conférence serait une révision du traité de Berlin, mais que l'on n'était pas encore décidé quant à la ville où la conférence se réunirait.

Mon opinion est qu'en principe nous ne ferons pas d'objections à la réunion de cette conférence, mais que nous tendrons à être assurés d'avance de l'étendue de ses délibérations.

J'imagine que la plupart des grandes puissances seront de mon avis. M. Pichon m'a dit hier que la France était favorable à une régularisation de la situation par une discussion entre les puissances signataires du traité de Berlin, mais qu'elle refuserait formellement de prendre part à tout congrès ou conférence où des questions pourraient être introduites qui n'auraient pas été acceptées préalablement par toutes les parties intéressées.

On dit, a ajouté l'ambassadeur, que la Turquie a l'intention de soulever la question des Dardanelles. Mais cela pourrait faire naître de nouvelles difficultés avec les Jeunes-Turcs et je ne surs pas que l'Angleterre se soucie de voir la situation de l'Égypte ou de Chypre remise en question.

Nous reconnaissons parfaitement que la Turquie a droit à une compensation et il ne sera pas difficile de la lui donner.

En ce qui concerne la Bulgarie, cela peut affecter la forme financière et, si les susceptibilités de la Turquie requièrent un autre remède, on peut le trouver dans un relâchement des capitulations et dans la suppression des restrictions imposées en Macédoine.

ALLO ! ALLO !
Pour téléphoner à L'ECLAIR, demander
LE 402.00, NUMÉRO PROVISOIRE

M. *Marcus* No 257

Ad. Télégr. OUBRES PARIS 304
 TÉLÉPHONE 101.50 304
 ARGENSÈUR 304
 Fondé en 1847

Le COURRIER de la PRESSE
 A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
 24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
 FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
 SUR TOUTS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal :
 Date : **MATIN 13 OCT. 8**
 Adresse : **6, Boulevard Poissonnière, PARIS**
 Signé : **TOVISAM**
 Kütüphanesi Arşivi
 No **14HP.3268**

Acte important. — Nos abonnés, libraires, poètes, publicistes, seront intéressés gratuitement dans : **L'Annuaire de la Littérature et de la Poésie** qui paraît le 1^{er} Novembre 1908 (voir au verso).

TARIF :
 Tarif réduit, payé d'avance, sans frais de temps limité.

Est-ce la Guerre ?

*La Bulgarie médite un ultimatum
 La Turquie s'apprête à se défendre*



TSAR ET TSARINE DES BULGARES

Le cyclone balkanique, qui avait son centre ces jours derniers à Belgrade, en Serbie, s'est soudainement déplacé. Il plane aujourd'hui sur Sofia et Constantinople. On trouve en dessous les graves dépêches de nos envoyés spéciaux dans ces deux capitales.

Des entretiens très importants ont eu lieu hier et avant-hier à Londres entre sir Edward Grey, ministre anglais des affaires étrangères, et M. Isvolsky, ministre des affaires étrangères de Russie.

Nous croyons savoir que les négociations ayant pour but d'élaborer les grandes lignes d'une entente entre la Russie, la France et l'Angleterre, au sujet du programme que la conférence internationale examinera, sont en très bonne voie.

Malheureusement, si une guerre entre la Bulgarie et la Turquie éclatait, la conférence deviendrait aussitôt inutile...

COTÉ BULGARE

SOFIA, 12 octobre. — Dépêche de notre envoyé spécial. — En rentrant à Sofia, je retrouve les sources de renseignements qui m'avaient permis de connaître avant les Bulgares la proclamation de l'indépendance.

Les nouvelles également certaines que je recueille aujourd'hui ont un caractère d'extrême gravité.

Cet après-midi sera consacré aux réjouissances publiques, mais demain commenceront les affaires sérieuses.

Il est extrêmement probable que la Bulgarie va envoyer à la Turquie un ultimatum la sommant de reconnaître dans les trois jours l'indépendance proclamée à Tirnovo. Ensuite, si la Turquie ne répond pas, ce sera la déclaration de guerre.

Je puis vous dire que cette résolution est impérieusement motivée par des raisons d'ordre intérieur et surtout extérieur.

On a appelé trois nouvelles classes de la réserve, soi-disant pour relever les réserves ayant fini leur temps ; mais cet entretien d'une armée de 110,000 hommes est dispendieux.

En outre, les classes appelées vont se trouver sous les drapeaux avant le rappel des trois autres, ce qui portera l'effectif armé à 140,000 hommes, charge accablante et elle n'est utilisée.

D'autre part, l'état d'indécision paralyse les affaires. Les blés ne se vendent pas. Les wagons sont retenus pour le service de l'armée.

L'opinion s'impatiente. L'état-major représente que chaque jour de retard diminue l'efficacité militaire et profite à la Turquie. Il y a donc urgence à faire vite.

A l'extérieur, l'attitude des trois puissances unies — France, Russie, Angleterre — cause une impression pénible, mais on est absolument décidé ici à ne pas subordonner à une conférence la question de l'indépendance, car on n'admet pas que cette conférence, où la Bulgarie ne serait pas représentée, tienne pour non avenu l'acte de Tirnovo ; on préfère que la question soit préalablement réglée avec la Turquie, les armes à la main.

La situation est telle que, si elle n'est pas acceptée comme un fait accompli, elle ne peut se dénouer que par la guerre.

HENRI DES HOUX.

COTÉ TURC

CONSTANTINOPLE, 12 octobre. — Dépêche de notre envoyé spécial. — La surexcitation du peuple serbe, qui a eu un écho à Constantinople par une manifestation devant le consulat de Serbie, aux cris de : « Vive la guerre ! A bas l'Autriche ! », gagnera probablement le peuple turc.

Si les puissances ne se hâtent pas de conjurer le péril, l'explosion sera d'autant plus violente que les Turcs ont conscience d'avoir montré jusqu'ici une modération méritoire.

Dans les milieux officiels, et parmi les dirigeants, à tous les degrés, on comprend que la Turquie désorganisée doit se reposer avant de prendre une revanche et des satisfactions au sujet de ce que tous considèrent comme un acte de piraterie.

Mais les éléments populaires cèdent moins à la raison et plus au sentiment que les éléments intellectuels.

Les nouvelles qui viennent de Grèce, de Macédoine et de Serbie échauffent le patriotisme ottoman.

Tout en affirmant leur volonté pacifique, les Jeunes-Turcs ont pourvu au plus pressé pour la défense contre une agression. On n'a fait aucun appel de réserves, mais, toutes les nuits, des trains chargés d'approvisionnement, de munitions et de matériel partent pour les forteresses et les points de concentration.

Ces convois sont dissimulés pour ne pas exciter le peuple, mais ils sillonnent toutes les voies. On a même expédié des canons Krupp, achetés depuis longtemps, et qui ne sont pas encore déballés.

Le gouvernement se déclare prêt ; l'armée est animée d'un esprit nouveau qui rappelle l'enthousiasme de nos pères, en 1902.

Le peuple, les chefs et les soldats sentent qu'ils combattraient pour la liberté nationale et pour le bon droit, qu'ils combattraient pour eux-mêmes et non pour un despote.

Le gouvernement et les généraux sont sûrs que de telles dispositions feraient accomplir des prodiges aux troupes déjà renommées pour leurs qualités guerrières.

L'opinion unanime est exaspérée, moins par la brutalité de l'agression bulgare, déjà éprouvée en 1885, que par les circonstances de fait.

Un grand meeting du peuple de Constantinople est convoqué pour les prochains jours pour demain, devant la grande mosquée, pour une protestation grandiose contre les spoliations, et pour remercier les puissances qui demeurent fidèles aux traités et à la foi jurée.

Au fond du cœur, le peuple turc veut la guerre. Mais la prudence politique et les sentiments humanitaires des intellectuels retardent seuls l'explosion.

Le fait important de la journée est la visite de l'ambassadeur d'Angleterre au siège du comité Union et Progrès.

J'ai constaté personnellement que l'ambassadeur d'Angleterre est resté trois quarts d'heure en conversation avec Ahmed Riza bey, qui dirigea le Mecliveret à Paris, qui fut et reste l'âme de la révolution.

La signification de cette démarche à cette heure doit être comprise tant au palais pour l'intérieur qu'à Vienne et Sofia.

URBAN GOBIER.

chef, destiné à le remplacer si celui-ci est fait prisonnier ou tué. Ces représentants seront munis de pleins pouvoirs écrits et leurs noms devront être gardés absolument secrets. Par contre, dans le cas où les membres d'un district ne pourraient nommer un représentant, c'est le chef qui devra le faire(?)

3) Les citadins et les paysans continueront à subvenir à l'entretien des chefs comme par le passé.

4) Les armes devront être tenues toujours prêtes et cachées.

Toute personne qui aura vendu ou livré des armes sera frappée des peines les plus sévères.

5) Les archives et les lettres des chefs de bandes et celles du comité devront être déposées en lieu sûr.

6) Les noms des comitadjis devront être tenus secrets pour éviter les arrestations dans le cas où le comité jeune-turc voudrait les poursuivre.

7) Les comités locaux sont chargés d'inspecter les comptes des chefs de bandes et d'en transmettre le résultat au Comité central.

8) Il est défendu à tous les membres de l'Organisation de prêter serment de fidélité aux Turcs. Ceux qu'on voudrait y contraindre devront s'y refuser catégoriquement en alléguant que leur qualité de membre de l'Organisation bulgare ne leur permet pas de faire partie d'une autre association. Tout fait de ce genre devra être rapporté à la direction du Comité central, sous forme de protestation.

9) Les Comités, ainsi que les chefs, devront sévèrement veiller à ce que le peuple n'ait pas à souffrir d'actes arbitraires et d'injustices, et aviser le Comité central dans le cas où des faits de ce genre se produiraient.

10) Les paysans dont les écoles et les églises auront été fermées devront réclamer leur réouverture.

11) Le devoir des comités est de s'efforcer de fonder dans leur district de nouveaux comités, comme l'a fait celui de Salonique. Les avantages de ces efforts sont évidents. Ces comités mèneront la campagne électorale de la population bulgare et pourront, de cette façon, compléter l'œuvre de l'Organisation Intérieure qui ne possède pas la sanction légale et qui se propose comme but la lutte à main armée. Les efforts de tous les comités légaux doivent tendre à obtenir le *self government* de leurs districts respectifs. Il serait à souhaiter que les comités recrutassent leurs membres parmi les personnages les plus importants et les plus intelligents de la population.

12) Il est aussi possible de fonder des comités mixtes (avec des Turcs, des Grecs, etc.), mais leur but sera la défense des intérêts de toutes les nationalités.

13) Les comités légalement institués devront exiger du comité jeune-turc la nomination d'un gouvernement provisoire, qui aura à s'occuper des affaires courantes des provinces jusqu'à l'établissement définitif de l'ordre. Dans ce gouvernement provisoire, le nombre des représentants des différents partis politiques sera proportionnel à la force numérique de leur nationalité respective. Une exception sera toutefois faite en faveur des Turcs, qui pourront, même s'ils se trouvent en minorité dans le district, avoir un nombre de représentants égal à celui de la majorité.

14) Les comités légalement institués auront à tâche de réaliser la représentation bulgare dans les conseils administratifs proportionnellement à sa force numérique. Il en sera de même pour tous les autres services administratifs.

15) Les comités prépareront le peuple aux élections parlementaires et recevront des instructions à ce sujet.

Salonique, le 12/25 août 1908.

TDVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-10

Adr. Télégrap.
COUPEURS PARIS
—
TÉLÉPHONE
101.50
—
ASCENSEUR
—
Fondé en 1889

N° 2536

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT
Nous attirons l'attention de nos abonnés sur les avantages réservés à ses assurés par la Compagnie d'Assurances sur la Vie « LE GRESHAM »
30, Rue de Provence, PARIS = Voir au verso

TARIF :

Tarif réduit, d'avance, sur demande, par temps lim

Journal : *Hellenisme*
Date : 1 OCTOBRE 1908
Adresse : *Paris de Mezzano*
Signé :

MÉMOIRE SECRET BULGARE

Un intéressant document bulgare a été découvert à Salonique dont nous donnons ici le texte intégral :

Profitant de la nouvelle situation en Turquie et en Macédoine, le comité de l'Organisation intérieure bulgare a cru bon de donner à ses bandes un caractère légal. Il est aussitôt entré en pourparlers avec le comité jeune-turc « Union et Progrès » et lui a soumis ses conditions dont la principale consistait dans l'autonomie de la Macédoine. Les Jeunes-Turcs n'ont nullement caché leur intention de ne pas accéder à cette demande. Mécontents de leur attitude, déçus dans ses espérances, le comité bulgare croit nécessaire de prendre ses mesures et de préparer énergiquement la défensive. A la suite de ces résolutions, l'Organisation intérieure a arrêté le programme suivant :

1) Les *voévodes* et chefs de bandes ne doivent quitter leurs zones d'action sous aucun prétexte; ils sont, en outre, tenus de parcourir les villages de leur périphérie et d'y fortifier et d'y exalter, par leur présence, l'héroïsme de la population. Les mouvements des chefs doivent rester secrets, afin qu'ils ne puissent être faits prisonniers ou tués en cas de poursuites. Si le gouvernement venait à entraver l'action de l'un d'eux, le comité devrait en être immédiatement avisé par des rapports transmis directement au bureau central de l'Organisation, siégeant à Salonique.

2) Les districts qui n'ont pas été reconnus (?) nommeront un représentant à côté de chaque

M
Ad. Télégr.
COUPURES PARIS
TELEPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

TOUS JOURS
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326 II No 2541
Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal :
Date :
Adresse :
Signé :

LA LIBERTÉ
117, rue Riquet, PARIS

Tarif réduit
d'avance,
de temps

pas la vérité. Car le prince m'est apparu comme beaucoup plus Français que Serbe. D'ailleurs ayant fait toutes ses études à Paris et ayant presque sans interruption habité notre pays, il n'est pas étonnant qu'il donne l'impression parfaite d'un de nos compatriotes. D'un de nos compatriotes qui aurait souffert, il est vrai, et auquel la vie n'aurait pas toujours réservé des heures assouplies et bien heureuses.

« Il est évident, me dit mon interlocuteur, et cela dit sans aucun esprit de famille, que l'avènement du roi Pierre a été un événement infiniment heureux pour la Serbie. Sans vouloir mettre en cause le roi Alexandre, non plus que la reine Draga, je dois reconnaître que notre pays courait à une ruine inévitable. Pierre I^{er} est un soldat. Il l'a prouvé en France même, en prenant une part active à la guerre de 1870. C'est aussi un parfait honnête homme. Et sous son règne la confiance a commencé à rentrer en Serbie, les finances se sont améliorées, bref notre pays s'est entièrement ressaisi.

« Je vous ai dit que le roi Pierre est un soldat. Ce n'en est pas moins un pacifiste et je puis vous affirmer ma conviction la plus absolue, conviction appuyée d'ailleurs sur l'opinion de tous les tenants et aboutissants que j'ai là-bas, fort bien placés pour le savoir, que la Serbie ne déclarera pas la guerre. Je ne vous cacherais pas que devant le coup si inattendu de l'Autriche, j'ai eu un moment de vive inquiétude. D'autant plus que le baron d'Aehrenthal a été parfaitement injuste vis-à-vis de la Serbie. Je craignais donc que toute cette effervescence, causée par la brusque décision de l'empereur d'Autriche et les déclarations du ministre autrichien n'amènent un soulèvement populaire. Mon inquiétude a été de courte durée. Le Serbe est foncièrement pacifique et, je vous le répète, le gouvernement est absolument décidé à maintenir la paix, à moins, bien entendu, qu'on ne le force littéralement à la guerre. Mais ceci ne me paraît pas à envisager.

« Il est certain que la Serbie a traversé des crises financières qui ont été désastreuses avec un voisin qui pratique la politique de la porte fermée. Je n'en espère pas moins que l'Autriche s'arrêtera ainsi, sans coup férir, la Bosnie et l'Herzégovine, on saura trouver quelque compensation pour la Serbie. Songez que la Bosnie et l'Herzégovine sont tout à fait serbes, autant par la langue qui s'y parle que par la religion qu'on y pratique. Il semble donc bien que nul pays n'eût été mieux indiqué que le nôtre pour être le tuteur de la Bosnie et de l'Herzégovine.

— Et sous quelle forme verriez-vous une compensation pour la Serbie ?

« Mais, il me semble, en lui octroyant quelque partie d'un pays qui limite son territoire. La Macédoine, comme l'Albanie, voudrait obtenir son autonomie. Ces pays déclarent qu'il faut aussi jadis des royaumes indépendants. Quand ? Où sont leurs rois ? Où sont leurs princes ?

« Je puis vous affirmer, que si, contrairement mes prévisions, la Serbie était forcée de faire la guerre, nous marcherions la main dans la main avec le Montenegro, car, à l'heure actuelle, les deux pays sont en pleine harmonie et se soutiendraient mutuellement avec la dernière énergie. »

Nous ne parlâmes pas politique plus avant. Le prince Alexis venait d'ailleurs, en quelques phrases claires et précises, de me donner un aperçu très complet de la situation actuelle en Serbie. Et j'aurais eu mauvaise grâce à en exiger davantage. Cependant, avec la plus grande amabilité, mon hôte me fit faire la visite complète de cet hôtel où chaque meuble, chaque toile, chaque bibelot lui rappellent un souvenir de son frère bien aimé. Ce fut la partie la plus intéressante et la plus émouvante de ma visite. Rien n'est plus touchant, en effet, que le culte et la vénération que le prince Alexis a voués à l'infortuné prince Bojidar. Il en conte l'odyssée avec une simplicité qui n'est pas exempte de grandeur. Aucune affectation, aucune amertume : on croirait entendre un chapitre des *Rois en exil*.

« Mon frère, me dit-il, était un artiste extraordinaire. Très doué, il s'est essayé dans toutes les branches de l'art. D'ailleurs, je vais vous en donner la preuve. »

Je passais, en effet, une revue bien curieuse. Ce sont d'abord des aquarelles, tout imprégnées d'impressionnisme, signées du prince Bojidar. De lui également, des médaillons sculptés du roi Pierre I^{er}, pris il y a de nombreuses années déjà ; de sa femme, princesse de Montenegro. Cette chaise « art nouveau » est entièrement de sa main, ainsi que ces travaux sur cuir, ce coffret de velours, dont l'ornementation est de lui. Il fut aussi l'artisan d'une partie de ces boisceries. Et voici, encadrées contre le mur, les illustrations d'un livre dont il est l'auteur. L'auteur des illustrations, je précise, car il fut également l'auteur de plusieurs ouvrages, souvenirs de voyages et œuvres d'imagination, qui sont d'un fin observateur et d'un lettré délicat.

La musique ne le laisse pas davantage indifférent. Il pratiqua le chant, fut élève de Feura, lequel, on le sait, ne consentait qu'à former, et donner lui-même des leçons. Enfin, dans le grand atelier, à côté des œuvres du prince Bojidar, voisinent un merveilleux portrait de lui, signé Lévy-Dhurmer ; un autre, très intéressant, de Maria Baschkirtzeff, et d'admirables esquisses de Bastien-Lepage. Le prince Alexis me montre enfin, exposés dans une table-vitrine, de nombreux bijoux « art nouveau » travaillés par son frère.

« Vous voyez, me dit-il, qu'il est parti en pleine production. Mais, cette fois, il part n'était pas, hélas ! son seul guide. Il y avait également... la nécessité. Je n'ai, je vous l'avoue, aucune fausse honte à vous montrer cette dernière photographie. »

Et mon interlocuteur va chercher dans un tiroir une photographie représentant devant la porte d'un atelier deux hommes en blouse blanche. C'est le prince Bojidar et son apprenti, en ouvriers. Ce fut là sa dernière étape.

A rappeler tous ces souvenirs, et bien

qu'ils me soient personnellement étrangers, je m'aperçois que beaucoup de mélancolie a envahi la grande pièce où nous sommes. Je contemple une dernière fois, au mur, les portraits de Kara George, le libérateur de la Serbie, et du prince Bojidar. Et je songe que la légende serbe, qui prétend qu'ils se ressemblent, est bien inexacte. Le premier, tout en couleur et en force, fait penser à un Murat ; le second à un visage empreint de finesse, de douceur et de tristesse.

Au moment où je me retire, le prince Alexis me dit encore :

« Venez me revoir, je vous montrerai encore bien des documents qui peuvent vous intéresser. Et si nous ne parlons pas politique, je serai toujours enchanté de votre visite. »

Semblable en cela à son frère, le prince Alexis semble avoir plus de goût et plus d'estime pour l'art et la littérature que pour la politique.

C. L. de Monaco.

Autour DE LA Crise d'Orient

Physionomies serbes : Les Karageorgevitch.

Il y a quatre ans, le jour même où étaient assassinés le roi Alexandre et la reine Draga, j'étais à la légation de Serbie et un fort aimable secrétaire m'assurait que les souverains étaient en excellente santé et que le peuple serbe tout entier montrait un parfait loyalisme à leur égard. Lorsque, quelques heures après, ils reçurent confirmation de la nouvelle qui circulait dans Paris depuis le matin, la situation des membres de la légation ne cessa pas d'être assez délicate. Mais je n'eus garde de les affliger de nouveau de ma présence, qui leur eût sans doute paru inopportune.

Depuis, je n'eus plus l'occasion de me mêler des choses de Serbie. Aussi bien, depuis cette époque et l'avènement au trône du prince Karageorgevitch sous le nom de Pierre I^{er}, la Serbie coula des jours paisibles et heureux. Et, on le sait, par définition, les peuples heureux s'ils n'ont pas d'histoire, n'ont pas davantage d'historiens. Cependant l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie ayant brusquement cassé les vitres, voici toutes les anciennes principales des Balkans en pleine actualité et de nouveau la Serbie sur le tapis.

Les personnalités serbes ne manquent pas à Paris. En dehors du prince Arsène, frère du roi Pierre I^{er}, le prince Alexis Karageorgevitch a droit au titre, si flatteur paraît-il, de vieux Parisien.

C'est avec lui que je me suis assez longuement entretenu, en son petit hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, encombré de souvenirs, de bibelots et de reliques de son frère le prince Bojidar, artiste délicieux qui s'en est allé trop tôt, il y a quelques mois...

J'ai trouvé le prince Alexis Karageorgevitch, à peu près muet sur tout ce qui concerne la politique serbe. Il est cousin du roi Pierre I^{er} et s'est lui-même, voici plusieurs années déjà, mêlé aux choses politiques de son pays. Deux raisons qui lui commandent, à son avis, une extrême réserve. Cependant il a consenti à me faire quelques déclarations sur la situation actuelle de la Serbie.

Il est de toute évidence que si je voulais tracer un portrait du prince Alexis, la coutume m'imposerait de dire qu'il a une physionomie slave bien caractéristique. La coutume peut-être, mais, à coup sûr,

M
Adr. Télégraph.
COUPURES PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
24, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT. — Nos abonnés, lecteurs, et correspondants, sont priés de nous adresser leurs lettres, publications, etc., en indiquant dans l'Annuaire de la Littérature et de la Poesie (Paris au verso), l'Annuaire de la Littérature et de la Poesie (Paris au verso), l'Annuaire de la Littérature et de la Poesie (Paris au verso).

Journal : JOURNAL DES DEBATS
Date : 15 OCT. 1908
Adresse : 17, Rue des Prêtres
St-Germain - l'Auxerrois
Signé :

TÖVİSÄM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-139

d'autres conformes aux intérêts réels et à la dignité de la Porte.

Nous sommes heureux de constater que la note officieuse anglaise relève avec insistance l'intention résolue des trois puissances alliées ou amies, la France, la Russie et l'Angleterre, de marcher entièrement d'accord en Orient. Il est bien naturel que, dans des circonstances aussi graves, dans des questions aussi complexes, en présence d'événements se succédant avec une telle rapidité, une entente définitive ne puisse s'établir en quelques jours. Elle est à peu près complète, dit la note. C'est assez pour nous rassurer contre les singulières affirmations mises en circulation tout dernièrement. Il paraît qu'on avait découvert, on ne sait où, le parallélisme des intérêts de l'Allemagne et de la France en Orient, et que cette révélation venait de s'imposer aux deux pays. Si les personnes qui ont fait cette découverte nourrissent des illusions sur sa portée, elles n'ont qu'à lire la *Gazette de Cologne* de ce matin. Le grand journal rhénan accueille, avec une joie bien compréhensible, la grande nouvelle et ajoute : « Il ne semble pas qu'un groupement fixe d'autres puissances se soit déjà formé autour d'un programme fixe. Si cela n'est pas encore fait, il serait à désirer que cela n'arrivât pas à l'avenir. » Ce désir, de la part de la *Gazette de Cologne*, est bien naturel. Est-ce à nous de nous y conformer ? Dans tous les cas, si une marche de ce genre devait être faite, il faut que nos personnes responsables en eussent, après mûres délibérations, pesé toutes les conséquences. Elle mènerait directement, inévitablement, au bouleversement du système politique auquel le président du Conseil et M. Pichon, comme le pays tout entier, sont fermement attachés.

Quand aux événements eux-mêmes, il ne s'en est heureusement pas produit de nouveaux. La Serbie, toujours effervescente, ne s'est livrée à aucun acte irréparable. La Bulgarie accentue son attitude menaçante. Toutefois, il y a une contradiction visible entre les déclarations de ses hommes d'Etat. On répète de tous côtés qu'elle ne peut plus attendre, qu'elle est prête à la guerre, qu'elle ne peut supporter plus longtemps des charges militaires écrasantes. On pourrait en conclure qu'elle va se déclarer satisfaite après la proclamation de son indépendance, puisque la Turquie ne lui a pas déclaré la guerre et se résigne, effectivement, au fait accompli. Au contraire, la Bulgarie arme plus que jamais : elle veut que son indépendance soit reconnue officiellement sans retard, elle parle de la nécessité de créer une Macédoine autonome. Elle met tous ses soins, depuis longtemps, à donner à tous ses voyageurs, à tous les hommes politiques, l'impression qu'elle se trouve acculée à l'obligation de faire quelque chose de grand ou de sombrer dans des convulsions. Le sentiment national bulgare ne serait pas tellement exalté s'il n'était encouragé. Il doit exister des moyens de le calmer.

En Angleterre

LES NÉGOCIATIONS DE LONDRES

Les négociations de Londres continuent activement et l'on assure toujours dans les milieux diplomatiques qu'elles marchent régulièrement vers une entente. M. Isvolski a encore passé la plus grande partie de l'après-midi avec sir Edward Grey et le soir le ministre des affaires étrangères a offert au Foreign Office un dîner en l'honneur de son collègue russe. Les ambassadeurs et hauts fonctionnaires du Foreign Office y étaient invités.

Dans la soirée, la note officieuse suivante a été communiquée aux journaux anglais :

Il serait prématuré d'annoncer qu'un accord définitif est intervenu entre l'Angleterre, la France et la Russie, mais il est certain qu'une entente satisfaisante est à peu près complète. Le centre des négociations est actuellement à Londres, et des pourparlers ont lieu, tous les jours, entre les hommes d'Etat anglais, français et russes pour rechercher une solution à la crise internationale.

Le rôle de la France, en tant qu'alliée de la Russie, consiste à donner son appui pour dissiper toute divergence de vues possible entre sir Ed. Grey et M. Isvolski sur certaines questions de détail.

L'idée directrice des conférences au Foreign-Office est de trouver une compensation convenable pour la Turquie et de rechercher les moyens de régulariser et de légaliser les actes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie, actes qu'on reconnaît devoir être considérés comme des faits accomplis, mais que les puissances ont formellement déclaré être des infractions au traité. Il semble que la seule façon pratique de donner une compensation à la Turquie était de lui donner une indemnité pécuniaire, et il n'est pas impossible que cette indemnité prenne la forme d'un emprunt turc avec garanties.

Une Conférence des puissances signataires du traité de Berlin est généralement reconnue comme ce qu'il y a

LA CRISE ORIENTALE

Les négociations engagées à Londres semblent en bonne voie. D'après un communiqué officieux du Cabinet britannique, le Foreign Office s'est rendu compte qu'il n'était plus possible de limiter la révision du traité de Berlin aux articles visant la Bulgarie et la Bosnie-Herzégovine. Les événements survenus coup sur coup ces jours derniers ne permettent plus aux puissances de borner leur examen à ces deux questions. Sir Edward Grey le reconnaît. Il recherche avec M. Isvolski le moyen de dédommager la Turquie du nouveau sacrifice qu'elle serait appelée à consentir. Les dédommagements ne peuvent pas être de nature territoriale ; mais il n'est pas impossible d'en trouver

ADVISAM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP 326-14

N° 2545

Adr. Télégrap.
COUPURES PARIS
TÉLÉPHONE
101.50
ASCENSEUR
Fondé en 1889

Le COURRIER de la PRESSE

A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE, PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX & DE REVUES
SUR TOUS SUJETS & PERSONNALITÉS

AVIS IMPORTANT
Nous attirons l'attention de nos abonnés sur les avantages réservés à ses assurés par la Compagnie d'Assurances sur la vie "LE GRESHAM"
30, Rue de Provence, PARIS = Voir au verso

TARIF : 0

Tarif réduit, pa
d'avance, sans
de temps limité.

Journal : *Le Courrier de la Presse*
Date : OCTOBRE 1908
Adresse : *11 Rue St Guillaume*
Signé :

De nouveau, il y a une question d'Orient. Mais ce n'est pas la réforme macédonienne qui l'aura suscitée; c'est la révolution turque. Cette révolution ne devait être, dans le rêve de ceux qui l'opéraient, qu'un changement politique, une transformation constitutionnelle; elle est devenue une crise nationale, en fournissant, dans le désarroi de l'empire, une occasion opportune aux entreprises des voisins impatientes d'usurper sa souveraineté. C'est, d'un côté, la Bulgarie qui proclame son indépendance; de l'autre, l'Autriche qui s'annexe la Bosnie et l'Herzégovine. La succession des faits a été rapide, autant qu'a été grande la hardiesse de ceux qui les ont précipités. L'empereur d'Autriche accueille, à Budapest, le prince Ferdinand, avec un cérémonial qui semble lui annoncer sa royauté prochaine. Il en est tout autrement, à Constantinople, où le représentant du gouvernement bulgare se plaint de ne pas recevoir les honneurs qui lui seraient dus : le ministre des affaires étrangères, négligeant la Bulgarie comme une principauté vassale, omet d'inviter M. Guechof à son dîner protocolaire du monde diplomatique. La Bulgarie s'irrite. Mais, plus jalouse d'étaler l'offense que de fixer la réparation, elle se hâte d'aggraver la querelle par un attentat : sous un prétexte

inadmissible, elle occupe militairement la ligne des chemins de fer orientaux, malgré le droit des gens, malgré le droit privé. Vainement la Turquie invoque-t-elle, dans sa protestation, le traité de Berlin qui, par son article 21, lui garantit la propriété de ces chemins de fer. La Bulgarie refuse de les lui restituer et même de négocier avec elle. Les remontrances des puissances dont elle avait le mieux éprouvé l'amitié ne l'intimident pas plus que les notes du gouvernement turc. Inutile, le memorandum par lequel la Russie propose de soumettre le différend à l'examen des puissances signataires du traité de Berlin; inutile, le projet de transaction conçu par l'Angleterre. Le 5 octobre, à Tirnovo, la Bulgarie se déclare un Etat indépendant, qui formera un royaume; le prince Ferdinand se couronne du titre de « tsar des Bulgares ». La Bulgarie n'avait pas cessé, depuis 1878, de rompre, un à un, les liens de sa vassalité. Elle s'est habituée à ne pas compter avec l'Europe et à lui forcer la main. Les puissances se réuniront-elles pour défendre contre elle le traité de Berlin, par une conférence? Mais il faudra le défendre également contre l'Autriche, puisque, oublieuse des droits qu'elle avait la fidèle habitude de respecter et insouciante de l'exemple dangereux qu'elle donne, elle déchire ce traité de Berlin dont, malgré des avantages si gratuitement acquis, elle ne veut plus se contenter. Au surplus, les pouvoirs de la Conférence auront-ils une autre efficacité que celle d'une démonstration purement morale? Qui fera la guerre à l'Autriche et à la Bulgarie, pour remettre en vigueur le traité de Berlin? Sera-ce la Turquie toute seule? On ne saurait calculer de pareilles possibilités, à une heure où les secrets de l'affaire, de l'intrigue, sont encore si obscurs. Mais, ce qui reste certain et ce qui nous semble effrayant, c'est la facilité subite avec laquelle se détruit un traité dont personne, la veille, ne demandait la revision. Parmi les puissances signataires, l'Allemagne paraissait particulièrement vouée au soin de surveiller la stricte exécution de ce traité qui porte la griffe de M. de Bismarck. Il semblait qu'après s'être faite la gardienne zélée du droit international, en Afrique, elle pût aspirer à l'être aussi, en Europe. Le traité de Berlin ne vaut-il pas, pour la Turquie, autant que l'Acte d'Algésiras, pour le Maroc?

Auguste BOUCHER.

M.
 Ad. Télégr. COUTES PARIS
 101, 50
 TÉLÉPHONE
 101, 50
 AGENEUR
 Fondé en 1859

Le COURRIER de la PRESSE
 A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
 21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
 POURRONT COUPELIER DE JOURNAUX ET DE RETOUR
 SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

Journal :
 Date : 10 OCT 08
 Adresse : 10, Faubourg Montmartre, PARIS
 Signé :

LE FERMENT BULGARE

TDVISAM
 Kötüphanesi Arşivi
 No 144832

Apparaît-il comme une menace pour la paix européenne?

Quand l'Europe, il y a trente ans, créa la patrie bulgare, elle laissa cette patrie lachée; et faisant, à démonter M. René Pinon dans une remarquable étude, l'Europe rendait aux Bulgares un service involontaire, mais inévitable; c'est leur donner un idéal: réunir dans un seul Etat les tronçons dispersés de la nation; elle leur faisait du patriotisme et de la discipline une nécessité; elle les obligeait à être forts et à s'armer sous peine de ne pas être.

La Bulgarie voulait vivre: elle s'appliqua donc résolument à se créer une armée; à cette œuvre, elle consacra toutes les ressources merveilleuses dont lui permettait de disposer une population composée presque exclusivement de paysans, tous petits propriétaires et animés d'un patriotisme farouche. A l'édification de sa puissance militaire, le Bulgare a apporté sa persévérance de volonté et son sens profond des réalités positives. Le Bulgare, en effet, a du sang mongol dans les veines, et est très éloigné des tendances idéologiques du Slave.

Le Slave, écrit M. Pinon, aime la poésie et les chants; il a l'esprit fin, ingénieux, subtil; il poursuit des rêves mystiques, des utopies sociales; il est individualiste, anarchiste même; le Bulgare est utilitaire et pratique; c'est un paysan et un soldat, éprouvé au gain, dur à la besogne, rude aux autres et à lui-même; très brave, prodigue de son sang, mais peu ménager de celui d'autrui; il est souvent resté grossier, brutal, il a peu d'aplomb aux beaux-arts et peu de goût pour la vie polie des villes; mais, dans un pays où la lutte pour la vie est encore particulièrement âpre, il est bien armé pour y réussir; il a ce que le président Roosevelt appelait « les grandes vertus » dans les guerres: il n'a pas peur de constituer un Etat organisé et puissant.

Grâce à ces « vertus nécessaires », la Bulgarie a pu instituer le service militaire personnel et obligatoire, auquel sont astreints tous ses sujets, de 20 à 46 ans, sans distinction de race ni de religion; tout en ne comptant que quatre millions d'habitants, elle est arrivée ainsi à pouvoir mettre sur pied, en cas de guerre, une armée totale de plus de 300 000 hommes, y compris les troupes de réserve et de territoriale. Ces forces constitueraient neuf corps d'armée, avec neuf régiments d'artillerie à 54 pièces; j'ajoute que la plupart de ces pièces sont des canons à tir rapide, provenant tout récemment du Creusot.

Solennement dirigée par des cadres ardents et vigoureux, l'armée bulgare possède en outre un haut état-major composé d'officiers instruits: les uns sortent de l'Ecole de Sofia, d'autres se sont formés en Allemagne, d'autres enfin ont suivi les cours de notre Ecole de guerre.

Quant aux troupes, elles sont maintenues, par de perpétuelles manœuvres, dans un état d'entraînement remarquable.

On le voit: l'outil est puissamment forgé et bien en main; on comprend que le parti militaire bulgare approuve la tentation de s'en servir...

Il est à croire en effet qu'en cas de conflit avec la Turquie les premiers chocs tout au moins seraient un triomphe pour les Bulgares.

Les Turcs sont d'admirables soldats, mais on sait quel désordre règne dans leur armée, où il n'est pas rare de voir des hommes monter la garde... en caleçon! Armements, cadres, approvisionnements sont insuffisants. Il se confirme en outre que de nouveaux éléments de désorganisation viennent d'être introduits par suite des récents événements politiques.

Enfin, la Turquie, ayant la majeure partie de ses contingents en Asie-Mineure, est condamnée à une mobilisation extrêmement lente; paralysée d'autre part par le manque d'homogénéité de sa loi de recrutement et de ses populations, astreinte en plus à ne pas dégarnir certaines provinces, il est probable qu'en dépit de ses 25 millions d'habitants, elle arriverait difficilement à mettre en ligne, au début des opérations, plus de 300 000 combattants.

Dans ces conditions il semble qu'un certain succès puisse, le cas échéant, être réservé au « raid » brusqué sur Constantinople, dont la perspective glorieuse hante l'état-major bulgare.

Heureusement le tsar Ferdinand est assez sage, assez patient pour savoir comprimer les élans de cette éristique militaire, et le peuple bulgare, malgré son patriotisme enfiévré, « est trop positif pour vouloir une guerre dont il sait le prix et les risques ». Tel est le sens des déclarations faites hier par M. Stancioff, ministre de Bulgarie à Paris.

Il ne faut pas méconnaître toutefois l'existence, dans le périmètre balkanique, d'un « ferment » guerrier créé par la conscience qu'a prise la jeune nation bulgare de la force militaire très réelle qu'une énergie tenace lui a permis de conquérir.

W. Sérley.

Les intentions bulgares restent pacifiques

En réponse aux bruits alarmistes auxquels avait donné lieu l'appel sous les drapeaux bulgares de trois classes de réservistes, on mande de Sofia, 13 octobre:

Certains journaux allemands ont annoncé que la Bulgarie préparait un ultimatum à la Turquie, par lequel elle menacerait de déclarer la guerre dans le cas où son indépendance ne serait pas reconnue dans un délai de trois jours par la Turquie.

Cette nouvelle, dit-on, dans les milieux officiels, est dénuée de fondement. La Bulgarie a toujours été contraire à une guerre avec la Turquie. On est, au contraire, convaincu ici qu'une entente avec la Turquie est possible et qu'elle est imposée par les intérêts mutuels des deux Etats.

L'appel sous les drapeaux de trois nouvelles classes de réservistes est la conséquence du renvoi de celles qui avaient été appelées précédemment.

Cet appel est conforme à l'usage qui veut que tous les réservistes soient appelés pour une période d'exercices. Jusqu'à maintenant pas un seul soldat n'a été dirigé sur la frontière.

N^o 2539

Le COURRIER de la PRESSE
A. GALLOIS & CH. DEMOGEOT
21, BOULEVARD MONTMARTRE. — PARIS
FOURNIT COUPURES DE JOURNAUX ET DE REVUES
SUR TOUS SUJETS ET PERSONNALITÉS

MARCHÉ DE PARIS
DE MIDI A TROIS HEURES

Journal : 22 OCT. 03
Adresse : 21, BOULEVARD MONTMARTRE
Paris

Signé

Ad. Télégr. COUPRES PARIS
TELEPHONE 101.50
ARGENCEUR
Fondé en 1859

Indications
différentes
insérées dans
le journal
à la demande
du client

TDV:AM
Kütüphanesi Arşivi
No HHP.326-20

La Maltzof, qui restait nominativement à 800 samedi, a été payée aujourd'hui 814.

Le Rio-Tinto est en hausse de 23 fr. à 1.671, après 1.681. La De Beers, déjà rattachée samedi à 318, a progressé à 328. Les mines d'or ont consolidé leur avance, à 108 l'East Rand, 468 la Rand Mines, 60 la Transvaal Land, 118 la Goldfields, 250 la Robinson Gold.

La Tonta à 271, le Rasin de Corinthe à 264, le Cape Copper à 107, sont notablement au-dessus des cours de samedi. Le Platine n'a pas varié à 372. La Bahia est en hausse de 10 fr. à 390.

L'Omnibus à 990, le Thomson-Houston à 658, ont été très fermes, ainsi que la plupart des valeurs un peu actives du parquet.

Le premier exercice des Usines Métallurgiques de la Basse-Loire a compris exceptionnellement dix-huit mois, du 1^{er} janvier 1907 au 30 juin 1908. Le Conseil en a rendu compte le 7 du mois courant aux actionnaires réunis en assemblée générale sous la présidence de M. Jules Bernard.

Le rapport, après un tribut d'hommage à M. Edouard Gondechaux, président et à M. Jules Hueff, administrateur, décédés au cours de l'exercice, a rappelé que l'objet pour lequel la société avait été créée, était, tout en développant la fabrication des aciers de qualité exigés par les constructions navales, d'obtenir économiquement les produits communs nécessaires aux besoins régionaux.

Ce résultat ne pouvait être atteint qu'en substituant, dans la fabrication des produits approvisionnements de minerai étranger, par le minerai de la région.

Le conseil s'est donc appliqué à la parfaite reconnaissance du gisement minier de Segré, qui fait partie du bassin normand récemment mis en valeur par les grandes usines du nord.

Les résultats obtenus ont confirmé les prévisions et il a été décidé d'aménager définitivement les mines, de manière à assurer l'alimentation des hauts fourneaux.

Le domaine minier comprend trois concessions : l'Oudon, la Ferrière, le Bois.

La longueur totale des affleurements dans ces trois concessions, s'étend sur un développement de huit kilomètres environ.

Les efforts ont porté sur la mise en valeur des concessions de l'Oudon et de la Ferrière. Le tonnage reconnu à ce jour dans la première de ces concessions, assure, à lui seul, plusieurs années de consommation à l'usine.

A l'usine, pour améliorer et développer les moyens de production, il convenait d'entreprendre l'exécution d'un programme progressif de transformations des divers ateliers.

Une partie seulement de ce programme a pu être réalisée pendant l'exercice écoulé.

Dans le bassin de Briey, à la suite de sondages satisfaisants, le conseil a déposé deux demandes de concession de minerai de fer.

En outre, la mise en valeur et l'extension possible du bassin houiller des Deux-Sèvres offrent un intérêt par son voisinage des usines de la Société, celle-ci a pris une participation dans une société qui s'est créée pour reprendre l'exploitation de la concession de Saint-Laurs. Les résultats obtenus sont déjà satisfaisants.

Les produits de l'exercice pour les Usines Métallurgiques de la Basse-Loire s'élevaient à 2.937.000 francs.

Si l'on déduit de ce chiffre : le loyer des usines et des mines, les frais généraux et les charges sociales, les frais de constitution de la Société, enfin les amortissements de travaux neufs effectués au cours de l'exercice, soit un total de 1.601.000 francs, il reste 1.336.000 fr., dont le conseil a proposé la répartition suivante : dividende de 15 francs aux 48.000 actions, soit 720.000 francs ; réserve légale, 67.000 francs ; tantième au conseil, 105.000 francs ; la Société de Trignac, 163.450 francs ; fonds de prévoyance appartenant exclusivement à la Société de la Basse-Loire, 282.000 francs.

En fait le bénéfice revenant en propre aux actionnaires était de 1.002.000 francs. Il a donné 720.000 francs au dividende et 282.000 francs au fonds de prévoyance.

Quant aux actionnaires de l'ancienne Société de Trignac, ils ont eu, d'abord le loyer de leurs usines, 300.000 francs, conformément aux termes de la convention, puis une part de 163.000 francs, dans les bénéfices nets de la Société nouvelle.

Ces résultats sont très heureux, ils attestent, comme le dit le rapport des commissaires, une gestion prudente et habile et ont été très favorablement accueillis par les actionnaires. — A. MOINEAU.

Les efforts multipliés par la France, l'Angleterre et la Russie pour empêcher que l'incendie n'éclate dans la péninsule des Balkans, ont été heureux jusqu'à présent, et comme les chances de contagion diminuent à mesure que le temps s'écoule, on peut vraiment maintenant espérer que la Serbie ne se jettera pas dans une lutte insensée contre l'Autriche-Hongrie et que la Bulgarie et la Turquie ne se feront point la guerre.

Les dépêches de Vienne disent qu'à la séance d'hier de la Chambre Serbe la majorité des députés s'est déclarée pour la paix. Il n'y a pas de confirmation officielle de cette nouvelle ; mais le gouvernement serbe a envoyé une note au gouvernement autrichien pour expliquer qu'il n'avait pas été pris de mesures militaires contre l'Autriche, et que les sentiments du gouvernement Serbe restaient pacifiques.

L'agitation populaire est cependant encore très vive, et on ignorait ce matin le résultat de la séance secrète de la Chambre, qui a eu lieu hier à Belgrade. Le prince héritier a prononcé un discours belliqueux dans un Meeting d'anciens volontaires.

Les enrôlements ont pris, disent certains télégrammes Anglais, une réelle importance à Belgrade. Par précaution, les Autrichiens ont occupé deux îles de la Drina, frontière Serbo-Bosniaque.

De Londres un communiqué officiel aux journaux dit qu'un échange de vues a eu lieu entre sir Edward Grey et M. Isvolsky, qu'il y a lieu d'espérer que l'on trouvera une solution satisfaisante pour régler les questions en litige. On est convaincu que M. Isvolsky et sir Edward Grey arriveront à s'entendre sur les questions qu'aura à étudier la conférence.

L'accueil fait à M. Isvolsky à Londres a causé une vive satisfaction à Saint-Petersbourg, où cet accueil est considéré comme un témoignage de la cordialité des relations entre l'Angleterre et la Russie dans la crise actuelle.

À Constantinople la population est calme et le gouvernement pacifique. Avant les récents événements, une déclaration de guerre était considérée comme inévitable dans l'éventualité des faits qui se sont produits. Le grand vizir avait, il y a quelques jours, déclaré à un rédacteur d'un journal de Stamboul : « Si la Bulgarie se proclame indépendante, ce sera suffisant pour que la Turquie lui déclare la guerre. » Or, la déclaration d'indépendance est un incident moins important que la proclamation du prince Ferdinand s'octroyant le titre de tsar de tous les Bulgares. Dans le premier cas, c'était le principe seul qui était nié, la constitution d'un état de fait existant déjà ; dans le second, c'est la mainmise, non seulement sur la Bulgarie et la Roumanie, mais aussi sur la Macédoine elle-même.

Malgré cela, l'opinion publique, qui était à la guerre et le ministre des affaires étrangères qui la prévoyait, ont subitement pensé autrement. On accepte l'attitude ministérielle, et Tewfik pachà déclare aujourd'hui ne pas être pessimiste tant que le conflit conservera sa forme actuelle.

On verra plus loin que le ministre de Serbie à Paris a déclaré formellement au gouvernement français que son pays s'était décidé à remettre sa cause aux grandes puissances. A la Skoupchtina, les députés en masse ont accordé au cabinet les 16 millions qu'il demandait pour assurer la défense nationale. La déclaration et le vote ont la même signification, qui est que la Serbie renonce à s'allier à l'Autriche-Hongrie.

La Bourse a marqué par une reprise importante la modification heureuse survenue depuis samedi dans la situation. Une bonne partie de la baisse faite la semaine dernière est dès maintenant effacée.

Le Serbe 4 %, qui restait à 75 55 samedi, a ouvert à 77 40 et fini à 77 90. Le Russe 5 % a regagné une unité à 95 90, le Turc 4 % unifié s'est relevé de 87 15 à 88 50.

L'Extérieure a repris de 93 55 à 94 70. Le Brésilien 1880 finit à 80 50 au lieu de 80 20, et le 4 % Recision a été demandé jusqu'à 41 40.

Le rente française a ouvert à 93 22 et fini à 95 27, en reprise de 22 centimes.

Les cours les plus élevés de la séance ont été en général cotés dès l'ouverture. Ainsi, le 4 % Russe finit à 84 00, après 84 90, et le 1001 à 83 10, après 83 50. De même, la Banque de Paris a 1.476 après 1.485, le Hartmann à 591 après 598, la Sosnowice à 1.581 après 1.590.

